

Djibouti, un état contre nature ?

Compte-rendu de l'intervention de Christian Bouquet (Professeur des Universités émérite) aux journées [Géo'rizon](#) du jeudi 21 avril 2011 sur [l'Afrique de l'Est](#), organisées par le département de géographie de l'Université de Savoie (Chambéry). Compte-rendu par Quentin Panisse (Licence 3 Géographie, université de Savoie - Chambéry), également publié sur le site des journées [Géo'rizon](#) (voir également la [présentation](#) proposée pour les Cafés géographiques).

Introduction

Christian Bouquet est un spécialiste de géopolitique africaine, notamment de la Côte d'Ivoire où il a été conseiller à l'ambassade de France. Djibouti n'est pas son sujet de prédilection, il en a d'abord entendu parler au travers d'une collection de timbres mettant en scène la colonisation, début d'une réflexion sur ce que l'on nommait alors « *Côte française des Somalis* » ou encore « *Territoires des Afars et des Issas* ». Djibouti est un « *petit confetti* » de l'empire colonial français. Il s'agit d'un territoire non seulement réduit, mais qui n'est devenu indépendant qu'en 1977, soit relativement tardivement par rapport aux autres anciennes colonies. En entrant dans le territoire on se trouve face à l'impression d'un désert minéral, où il ne pousse que très peu de végétation. Il ne semble pas y pleuvoir beaucoup, 200 mm/an dans le nord de Djibouti et moins de 50 mm/an dans le reste du pays. Des roches volcaniques apparaissent par endroits. Il s'agit d'un pays très sec où les températures dépassent couramment les 35ème.

1. Pourquoi s'installer à Djibouti ?

La capitale, Djibouti, compte 400 000 habitants. La place Ménélik, place centrale de la ville, semble être d'inspiration ottomane. On y retrouve plusieurs cafés dont le *Café de Paris*, l'*Istoril* ou encore le *Palmier en zinc*. Ces cafés ont été le lieu d'attentats perpétrés entre la fin des années 1970 et le début des années 1990. D'importants groupes électrogènes sont présents à l'arrière des habitations et des commerces, ce qui signifie que la population doit subvenir à ses besoins en électricité par ses propres moyens, car l'Etat n'est pas en mesure d'y subvenir. On dépense à Djibouti énormément d'énergie simplement pour vivre. En 1887, Pierre Loti a même déclaré : "Quels hommes peut nourrir une terre pareille ?"

Dans cette partie de la *terra incognita* africaine, les choses ont commencé à bouger, selon la connaissance des occidentaux, dès le début du XIXe siècle. Toutefois, ce n'est qu'à partir de cette période que les Européens ont commencé à s'intéresser à Djibouti. Les Anglais dans un premier temps et ce dès 1829, à Aden afin d'y installer un dépôt de charbon. Ce dernier avait pour but d'être un point de ravitaillement, en charbon mais aussi en eau, pour les navires de commerce et de guerre passant par le golfe d'Aden. En 1858, les Anglais se sont installés sur l'îlot Périm où ils ont construit un relais télégraphique entre Djibouti et le Yémen dans le but de correspondre avec Londres, via Le Caire. De plus, l'ouverture du canal de Suez en 1869 fut un événement déclencheur pour le pays. Suite à cela, Aden et la côte djiboutienne sont devenues des régions majeures.

Les Français, quant à eux, ont choisi de s'installer à l'Ouest de la mer Rouge plutôt qu'à l'Est. Ils ont choisi la région de l'Abyssinie qui était une région déjà peuplée, relativement fraîche et

réputée de chrétienté. Les Français ont choisi la ville de Tadjourah où ils ont trouvé des traces de commerce préexistantes à leur arrivée. Suite à cela, ils se sont rendus dans le golfe d'Aden, à Obock, où ils ont construit un dépôt de charbon. Toutefois, ils ne se sont pas attardés dans cette région, car l'eau y était sulfureuse et, par conséquent, mauvaise pour les bateaux. Les Français en sont donc venus à se rendre dans la ville de Djibouti. A l'époque, il s'agissait d'un petit village de quelques centaines d'habitants. Ils ont trouvé plusieurs petits îlots isolés qu'ils ont joints et « endigués » avec du corail afin d'en faire un port en eaux profondes. Suite à ces aménagements, Djibouti est devenue la capitale du territoire de la *Côte française des Somalis*. C'est alors que commence l'histoire de la France à Djibouti.

Cependant, des peuples vivaient déjà sur ces territoires avant l'arrivée des Occidentaux, mais on ne sait que relativement peu de choses à leur sujet. Les Occidentaux ont marqué des points sur le territoire de Djibouti, ils se le sont appropriés mais quasiment sans tenir compte de l'existant. Les peuples vivant sur ces territoires étaient principalement des éleveurs nomades qui pouvaient se fixer mais très précairement. Ces éleveurs appartenaient à deux ethnies majoritaires, les Afars et les Issas. On retrouvait également une forme d'organisation « politique », une forme de gouvernance que les Occidentaux ont appelé des sultanats, sous la forme d'un partage du territoire par les peuples nomades. Les occidentaux en sont venus à dessiner le territoire de ces peuples avec des frontières. Or, pour des nomades, les frontières n'existent pas. Cependant, ceci est très important pour les occidentaux qui vont se partager l'Afrique suite à la conférence de Berlin de 1885. Les chefs de ces peuples nomades, des sultans, ont aidé à tracer les frontières. L'intérêt de tracer des frontières était de faire de Djibouti une colonie française. La première d'entre elles date de 1888 et délimite les territoires français et anglais selon des termes bien précis établis par un traité. Cette frontière passe par des points de repère tels que les puits ou encore les routes des caravanes de marchands. En 1901, on trace la frontière franco-italienne. Celle-ci suit la ligne de partage des eaux à partir de Ras d'Ouméra. En 2008, elle a été contestée entre l'Erythrée et Djibouti. Il y a même eu un début de guerre entre ces deux pays. De plus, de forts mouvements de contestation ont émergé à Djibouti car les habitants ne voulaient pas céder cette portion du territoire. Des opérations militaires ont été menées faisant vingt morts dans l'armée djiboutienne. Aujourd'hui, les armées sont toujours mobilisées et campent sur leurs positions depuis bientôt trois ans. Or cette frontière ne signifie rien car elle a été instaurée par les Occidentaux.

2. De la ligne et du point jusqu'au territoire de Djibouti

Après avoir créé des points de fixation autour de « villes », des lignes de séparation entre les différents territoires, les Européens ont construit des lignes de chemin de fer. En 1894, la France a obtenu une concession de 99 ans pour une ligne de chemin de fer reliant Djibouti à l'Ethiopie, soit 783 kilomètres de rail de 0 à 2400 mètres d'altitude. Cette ligne est importante car elle semble structurer l'espace mais lequel ? Cet espace n'est pas celui des nomades mais celui des Européens, cette ligne structure l'espace des Occidentaux. Ici le travail forcé, qui a moins été dénoncé que sur la ligne de chemin de fer Congo - Océan, fut une réalité. En 1950, il passait sur cette voie 300 000 tonnes de marchandises et 300 000 voyageurs par an. Ces chiffres n'ont jamais été égalés depuis. Jusqu'à présent, tous les événements fondant le territoire viennent de l'extérieur, mais que se passe-t-il au sein du territoire ? Comment est arrivée l'indépendance ? La république de Djibouti est née en 1977 des suites de quelques turbulences. En 1960, Djibouti a voulu se séparer de la France, le président de Gaulle s'y est alors rendu. Quelque peu chahuté pendant son séjour, il a organisé en 1967 un référendum afin de savoir si Djibouti souhaitait, ou non, rester attachée à la république française. Or, vivre dans la Djibouti française signifiait vivre dans la ville de Djibouti et non pas sur l'ensemble du

territoire. Cette ville est constituée de deux ensembles, le quartier dit moderne et celui de Balbala. Ce dernier est un immense bidonville autrefois séparé de la capitale par environ quinze kilomètres de fils de fer barbelés et de barrages militaires afin d'éviter l'entrée de personnes en situation irrégulière au sein de la ville. Etaient seules admises les personnes en possession d'une carte d'identité française ou d'une carte de séjour pour les étrangers. Or, la plupart des nomades n'avaient pas de papiers et ils ne pouvaient donc pas entrer en ville. La capitale apparaît donc comme bicéphale. Les Français ont contribué, dans la territorialisation de Djibouti, à diviser la ville entre la capitale administrative et le bidonville.

3. La république de Djibouti, une « création de l'extérieur »

Tous les phénomènes conduisant à la création de la république de Djibouti comme Etat indépendant sont venus de l'extérieur, à l'exception d'une guerre civile entre les Afars et les Issas qui se déroula entre 1992 et 1994. Ce conflit fut très dur, faisant de nombreuses victimes, et contribua à miner, au sens propre, le territoire. Pourtant, le pays n'en est sorti que relativement peu marqué, avec dans la foulée la survenue de facteurs exogènes et chronologiques.

En 1993, l'Erythrée se sépare de l'Ethiopie, cette dernière n'a donc plus d'accès à la mer. Or, ceci a donné une importance considérable au port de Djibouti. Il est devenu le seul débouché maritime possible pour l'Ethiopie. Le ravitaillement et les exportations éthiopiens ne se font qu'à travers lui, ne passant que par une seule route qu'empruntent chaque jour des milliers de camions. Par conséquent, le port de Djibouti, qui était déjà le quartier le plus dynamique de la ville, celui qui lui donnait son importance, a vu son attractivité renforcée. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont implanté une base militaire de 3000 soldats à Djibouti, venant compléter la force militaire française déjà présente, soit également 3000 soldats. Ces deux bases militaires constituent un poids financier non négligeable, puisque les Etats-Uniens versent à Djibouti 30 millions de dollars par an et les Français 30 millions d'euros. La somme de ces deux montants représentent entre 15 et 20 % du PIB du pays. Ces éléments extérieurs font donc vivre le pays et la ville.

De plus, depuis les années 1990, la Somalie est en implosion, ceci donnant naissance à de nombreux conflits, et est désormais un pays sans Etat. Les indépendances du Somaliland et du Puntland sont ensuite survenues alors que la Somalie vit dorénavant en situation de « zone grise ».

C'est alors que, dans cette zone grise, se sont installées toutes sortes d'activités interlopes, dont le kidnapping. Cette activité est devenue un véritable business dans cette région de l'Afrique, où l'on arrête et détourne des bateaux. L'économie de marché des pays occidentaux ne voit pas ceci d'un très bon oeil et c'est ainsi qu'en 2008, une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU a voté une déclaration mettant en place l'opération Atalante. Celle-ci est destinée à combattre la piraterie maritime sur les côtes somaliennes et dans le Golfe d'Aden. Cette opération est composée de huit marines européennes, auxquelles s'ajoutent celles des Etats-Unis et du Japon, toutes basées à Djibouti.

Cette somme de facteurs extérieurs a donné une importance géostratégique mais aussi économique à Djibouti. Ces marines sont composées de plusieurs centaines d'hommes et représentent une manne financière considérable pour le pays. De plus, ce nombre élevé de militaires à Djibouti, constituant un parapluie sécuritaire, en fait un pays extrêmement calme par rapport aux autres pays de l'Est africain. Par conséquent, cette situation de sérénité a engendré la venue d'investisseurs étrangers et notamment les Emirats Arabes Unis. Ceux-ci ont investi dans le port à l'image de Dubaï, ou sont à l'origine de constructions luxueuses dont on pourrait se demander si elles ont une quelconque utilité.

Ces investissements hors normes sont à l'image de Djibouti, quelque chose de contre nature. Enormément d'investissements extérieurs viennent à l'abri du parapluie sécuritaire français et

étatsunien et, petit à petit, le pays entre dans la mondialisation. Il participe très activement à la commission de libre échange est-africaine, le COMESA, et est l'enclave la plus ouverte sur le monde arabe, soit presque 400 millions d'habitants et 200 milliards de dollars de PIB. Djibouti est quasiment le fer de lance du COMESA vers les pays arabes. Cette entrée dans la mondialisation apparaît spectaculaire. Ceci est concrétisé par un projet quasi pharaonique de pont reliant Djibouti et le Yémen en passant par l'îlot Périm, autrement dit un pont au dessus du golfe d'Aden. Ce pont ferait 28 kilomètres de long, coûterait 70 milliards de dollars et serait financé par le demi-frère d'Oussama Ben Laden. Il desservirait une ville nouvelle, qui ne servirait probablement à rien.

Ceci donne l'impression d'une boucle : « *le pays tourne en rond mais tourne* » (C. Bouquet). Djibouti est un pays qui compte, somme toute, 400 000 à 600 000 habitants qui, malgré les problèmes d'apport en électricité, survivent plutôt bien. Enfin, le dernier modèle exporté à Djibouti est celui de la décentralisation. Celle-ci est censée conduire à la résolution des problèmes ethno-régionaux dans six grandes régions du pays, avec des capitales de région, un conseil régional désigné par le président. Le modèle de la démocratie a été adopté à Djibouti et le chef du gouvernement est élu au suffrage universel. Il s'agit de Ismael Omar Guélé, qui se fait appeler *Iog*. Comme beaucoup d'autres chefs d'Etat africains, *Iog* joue avec la Constitution afin de rester au pouvoir. Il a été réélu en avril dernier pour son troisième mandat.

Conclusion

Le cadre géographique d'origine semblait ainsi quasiment « hostile », inhospitalier. S'y ajoutent des points (l'îlot Périm, Obock, Djibouti), puis des lignes (des frontières, le chemin de fer, les barbelés), le tout créant un territoire. Progressivement, tout ceci s'est structuré sous l'effet de la colonisation, de l'économie de marché, de la sécurisation, de la mondialisation. Cependant, tout ceci est venu de l'extérieur. Or que se passera-t-il suite à la mort de Ben Laden (une vision prémonitoire de C. Bouquet, NDLR) ? Qu'advient-il si les actes de piraterie cessent dans le golfe d'Aden ? Ces différentes questions sont fictives mais mettent en avant l'illusoire stabilité du pays. Djibouti est un Etat « contre nature » dans le sens où il lutte contre la nature, mais il n'a quasiment pas de raisons intrinsèques d'exister. Djibouti serait-il un paradis artificiel ? Cela renvoie à la culture du qat, plante que l'on transforme par la suite en drogue douce et dont Rimbaud a, semble-t-il été amateur durant son passage dans le pays.



Exploitation du sel à Djibouti. © C. Bouquet.

Questions de l'assistance

- *D'autres ressources, en dehors du qat, sont-elles exploitées ?*

Non, Djibouti ne vit que de ses rentes, du port qui est devenu un des plus importants ports d'Afrique de l'Est. Le sel ne peut pas être exploité, car il manque d'iode. Toutefois, actuellement Djibouti se lance dans la recherche dans la géothermie, afin d'économiser le pétrole nécessaire à ses besoins. Le pays ne possède que très peu de ressources, mais il n'a surtout pas d'agriculture et n'arrive pas à nourrir sa population.

- *Est-ce l'extrême stabilité djiboutienne, par rapport au reste de l'Afrique de l'Est, qui a poussé Dubaï à investir à Djibouti ?*

Djibouti semble être le plus sûr, non pas stable, car il y a eu quelques manifestations suite au « Printemps arabe » pour protester contre le régime de Iog. Ce régime est effectivement relativement autoritaire, mais respecte certains équilibres depuis la guerre civile comme une représentation à part égale au sein de l'assemblée nationale. Le pays n'est toutefois pas une démocratie, on y retrouve un seul journal d'Etat et une seule radio d'Etat. Certains medias étrangers sont interdits comme RFI. Il semblerait que cela explique pourquoi les Emirats investissent à Djibouti.

- *Djibouti n'est donc pas un Etat qui existe par nature mais qui s'est construit selon des facteurs géopolitiques et géostratégiques extérieurs ; mais n'est-ce pas la seule façon, pour un Etat, de se constituer ?*

Ici ce sont plus les caractères éphémères, « volatiles » sur lesquels Djibouti repose qui doivent être mis en avant, la position géostratégique de Djibouti peut s'effondrer à tout moment. Il est important de préciser que, lorsque le pays a obtenu son indépendance en 1977, l'Ethiopie et la Somalie pensaient pouvoir se le partager. Cela leur semblait presque normal, les Afars seraient allés en Ethiopie et les Issas en Somalie.

- *Existe-t-il un sentiment d'appartenance nationale au sein de la population djiboutienne ?*

Ce sentiment est difficile à établir dans la mesure où les frontières ont été tracées par des pays étrangers.

- *Les divers attentats mentionnés lors de la conférence ont-ils été revendiqués ?*

Pas vraiment, ils sont plutôt relatifs à un rapport à l'explosif assez symptomatique à Djibouti. Les attentats ont été un mode d'expression assez courant dans l'histoire djiboutienne.

- *On distingue un minaret sur la place Rimbaud : l'islam est-il la religion d'Etat ?*

L'Islam est religion d'Etat, mais il n'y a jamais eu de conflit entre l'Etat djiboutien et les chrétiens qui vivent dans le pays.

- *Mise à part la légion étrangère, reste-t-il une présence française à Djibouti ?*

Non, la présence française, militaires exclus, reste très faible à Djibouti.

- *La France soutient-elle Iog ? Quelles relations entretient-elle avec lui ?*

Depuis l'affaire du juge Borel [un assistant technique français au service du gouvernement djiboutien retrouvé mort, brûlé au pied d'une falaise en 1995 ou 1996. L'enquête autour de sa mort a mis en cause la famille de l'actuel chef de l'Etat, Iog, qui aurait voulu se débarrasser du juge qui aurait enquêté trop en détail dans les affaires de la république], les relations ont toujours été relativement tendues. Cependant, la France a fermé les yeux sur les modifications de la Constitution par le chef de l'Etat.

- Djibouti est un Etat tourné vers les mers, emploie-t-il des techniques comme la désalinisation afin de subvenir à ses besoins en eau ??

En effet, l'Etat est obligé de se tourner vers ces techniques car l'eau « douce » est soit trop salée, soit sulfureuse. De plus, ces moyens employés sont de moins en moins chers, ils sont importés de Chine et font que Djibouti n'est pas inquiète à ce sujet.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net